Institut Français d'Économie
SciencesPo

Blog ??
2024

Les défis de l'économie européenne: Une courte introduction à un ouvrage collectif

Jérôme Creel

Publié le 10 août 2024

Les élections européennes de juin 2024 et la remise il y a quelques jours, du rapport sur la compétitivité de Mario Draghi sont l'occasion de faire un bilan de la précédente mandature du Parlement européen et des travaux de la Commission européenne au cours de cette période.

Les élections européennes de juin 2024 et la remise il y a quelques jours, du rapport sur la compétitivité de Mario Draghi sont l'occasion de faire un bilan de la précédente mandature du Parlement européen et des travaux de la Commission européenne au cours de cette période. Depuis cinq ans, en effet, l'Union européenne (UE) a dû apporter des réponses aux enjeux environnementaux et géopolitiques tandis qu'elle faisait face à un décrochage économique de plus en plus inquiétant par rapport aux Etats-Unis. La nouvelle édition de *L'économie européenne* explore donc les grands défis auxquels l'UE est confrontée et les initiatives en cours.

L'UE a toujours été à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique, et l'accent mis depuis 2019 sur le Pacte vert européen, qui vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, en est une illustration saisissante. L'un des principaux défis reste la transition énergétique. Réduire la dépendance aux énergies fossiles nécessite des investissements massifs dans les énergies renouvelables et les infrastructures de stockage. Dans le même temps, la hausse des coûts de l'énergie et l'inflation associée posent des problèmes socio-économiques majeurs, en particulier pour le secteur agricole dont la contribution aux objectifs du Pacte vert est allée en s'étiolant au fur et à mesure que la crise inflationniste et géopolitique s'intensifiait.

Les disparités économiques entre les États membres restent un défi significatif alors même que l'UE continue de promouvoir la cohésion économique à travers des mécanismes comme les Fonds structurels et d'investissement européens. Le plan de relance Next Generation EU, doté de 750 milliards d'euros, vise à soutenir les économies en difficulté, à renforcer la résilience et à accélérer la transition écologique et numérique. Ce plan de relance étant en cours – les fonds sont versés jusqu'en 2026 -, il reste impossible d'en tirer un bilan définitif. Difficile également de se baser sur ses réalisations pour envisager sa pérennisation ou sa transformation en une capacité budgétaire européenne, une

sorte de budget européen élargi et destiné à financer la production de biens publics européens, santé et éducation en tête[1].

Sur le plan social, l'UE est confrontée à des défis que son décrochage économique par rapport aux Etats-Unis rend encore plus complexes. Les questions d'inégalités de revenus sont au cœur des préoccupations après la crise inflationniste. Les questions démographiques le sont tout autant : la baisse de la fécondité fait craindre un ralentissement de la croissance économique future et fragilise le financement des systèmes de retraite par répartition.

Face aux défis environnementaux, économiques et sociaux, à quoi va ressembler le projet européen d'intégration ? Ces défis nécessitent en effet des réponses coordonnées qui peuvent justifier un renforcement de cette intégration. Mario Draghi met ainsi en garde contre la duplication des projets, sans coopération étroite entre les Etats membres. Il convient sans doute aussi de renforcer la solidarité entre les États membres, un élément toujours très clivant dans les relations qu'entretiennent les Etats membres. Le renforcement de l'intégration économique pourrait se manifester par une politique de réindustrialisation, une harmonisation accrue des politiques fiscales et sociales, ou par des politiques économiques communes en faveur de la production de biens publics européens. Cela nécessite une réflexion sur la répartition des efforts entre secteur public et secteur privé. Par exemple, qui financera la transition : l'UE, au travers d'un budget européen étendu ou le secteur privé, via une union des marchés de capitaux ?

Cette édition 2025 de *L'économie européenne* dresse donc un bilan des cinq dernières années et se projette sur la conjoncture prévue dans les prochains trimestres. L'ouvrage se concentre sur les politiques structurelles de l'Union européenne : le Pacte vert européen et ses réalisations, la transformation inachevée du secteur agricole, et la réindustrialisation et les tensions intra-européennes qu'elle engendre. Face à ces grands enjeux, la question budgétaire n'est pas anodine, et il convient d'évaluer les capacités européennes à financer les investissements publics et discuter de la valeur ajoutée attendue de la réalisation d'une union des marchés de capitaux, elle aussi promue par Mario Draghi dans son rapport. L'ouvrage s'interroge enfin sur deux dimensions structurelles essentielles : l'évolution des inégalités de revenus entre les pays de l'Union européenne qui, si elle ne révèle pas de divergence récente, semble marquer le pas en termes de convergence, et la démographie qui, par le prisme des taux de fécondité, révèle le vieillissement de la population par le bas de sa pyramide des âges.

Veuillez citer ce travail comme suit :

Jérôme Creel (2024). « Les défis de l'économie européenne: Une courte introduction à un ouvrage collectif », *Blog IFE*.

Rédacteurs en chef : Elliot Aurissergues & Paul Malliet

[1]Cf. le chapitre additionnel de L'économie européenne 2025 disponible en accès libre et intitulé : La gouvernance macroéconomique européenne depuis 2020.